

Le merveilleux Grec Dusan Sidjanski

Traduction d'une interview donnée à Eleftheria Kollia qui est parue sur le site protagon.gr le 15 juillet 2019



Photo © Maro Kouri / Protagon

Le merveilleux Grec Dusan Sidjanski a le sang serbe et l'air de Genève, sa deuxième patrie après la seconde guerre mondiale. Il agite toutefois son passeport de manière éloquente : il est venu à Athènes pour participer aux élections nationales — puisqu'il est (aussi) Grec. Maniant parfaitement la langue grecque, il explique au journal *Protagon* pourquoi les Marbres retourneront à Athènes.

Par où commencer ? Quelle question poser en premier à un Européen engagé depuis ses études à l'Université de Lausanne, militant pour le retour des Marbres et interlocuteur de nombreuses personnalités qui ont écrit l'histoire sur le Vieux Continent ces dernières 60 années. En plus, quelqu'un qui connaît la Grèce depuis sa période d'après la guerre civile, qui se souvient de Constantin Caramanlis au stade Kallimarmaro après la dictature et qui sait bien qui est Manos Hadjidakis.

Dusan Sidjanski, avec une prestance, une robustesse et une lucidité impressionnantes pour ses 93 années, fait pour *Protagon* le récit de sa vie personnelle et parle à la première personne du pluriel chaque fois qu'il se réfère à la Grèce.

Il a le sang serbe et l'air de Genève, sa deuxième patrie après la seconde guerre mondiale, mais agite toutefois son passeport de façon expressive : il est venu dans le pays pour voter lors des élections nationales — puisqu'il est Grec! Dans un grec qui n'a rien à envier à personne, Sidjanski explique qu'il s'est fait attribuer la nationalité grecque d'honneur en 2007 par Carolos Papoulias, président de la République, et qu'il est fier d'avoir fait entrer le pays dans sa propre maison : sa première femme était Grecque.



Photo © Maro Kouri / Protagon

« Lorsque je suis venu ici pour la première fois en 1954 j'avais participé à la création du Mouvement Européen en Grèce, avec Giánkos Pesmazoglou (ndlr.: il fut à l'avant-poste dans les négociations pour associer le pays à la CEE, lesquelles ont conduit à la signature de l'accord d'association de la Grèce à la CEE, à Athènes en 1961), le professeur Calogeropoulos Stratis, l'ambassadeur Argyropoulos. Nous éditions aussi un périodique, nous étions alors en collaboration avec la communauté universitaire », dit-il, faisant référence à la période à laquelle étaient déployés les premiers efforts pour faire acquérir au pays une orientation européenne. « Depuis, je suis revenu nombreuses fois, pour des moments importants, comme le retour de la démocratie après la période noire des Colonels, l'inauguration du Musée de l'Acropole, le meilleur musée spécialisé du monde, et les jeux Olympiques. »

Les Frises [ndt.: du Parthénon] (les Marbres, comme les appellent les amis de la Grèce, mais aussi notre interlocuteur), sont devenus un objectif et une vision, plus concrètement, ces dix dernières années, lorsque la Suisse a formé un comité pour la réunification des Marbres à Athènes — avec à sa tête le professeur Sidjanski. Sa position est précise, ferme, mais modérée :

« Le but n'est pas de faire revenir en Grèce toutes les sculptures ou pièces grecques qui sont dans des musées à travers le monde, mais seulement l'héritage du Parthénon. Chaque fois que je pénètre dans le Musée de l'Acropole, la pensée me traverse l'esprit que les Marbres ne peuvent pas ne pas se trouver en Grèce ; c'est comme si on coupait un film, une suite cohérente en morceaux. Comment est-ce tolérable ? »

Oui, mais l'actuel directeur du British Museum a déclaré, expressément et de façon catégorique : « Je ne les prête pas, je ne les rends pas... »

« Vous parlez de l'Allemand Hartwig Fischer, mais rappelez-vous Jeremy Corbyn, chef du parti travailliste, qui s'est prononcé en faveur de leur restitution. Ayez à l'esprit les nombreux articles encourageants du quotidien britannique The Guardian. Les Marbres seront rendus à la Grèce ! Cette restitution ne concerne pas seulement la Grèce, mais toute l'Europe. »

Il poursuit : « Les Marbres sont le début — le berceau de la civilisation et de la culture européennes. Dans une Europe où nous partageons les mêmes principes et les mêmes valeurs, ils ne peuvent que revenir à leur place. Vous savez, c'était là mon grand différend avec l'action de Mélina Mercouri — même si j'étais très lié avec son frère Spyros. Le retour des Marbres doit être une proposition européenne, voire internationale, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies (ONU) et des organes internationaux, et pas seulement une affaire grecque. Sincèrement, je ne comprends pas pourquoi, au Musée de l'Acropole, le drapeau européen ne flotte pas à côté du drapeau grec. »

Dusan Sidjanski, en tout cas, déclare être largement opposé à la voie de la contestation juridique. « Quand George Clooney et Amal Alamuddin sont venus voir Samaras, j'avais veillé à le rencontrer moi aussi. Et je pense que nous avons suivi la bonne direction. La Grèce est un petit pays pour aller au Tribunal International contre le Royaume-Uni. Mais elle peut s'adresser au Parlement européen, lequel a voté une résolution en 1999 en faveur de la restitution des frises du Parthénon à la Grèce. Voyons un peu, maintenant que les élections sont passées, qui en sera le nouveau président, afin de pouvoir coordonner les actions. »

Amitiés personnelles et fédéralisme

Le professeur fait partie intégrante de l'Histoire de l'Europe. Il a été aux côtés de Denis de Rougemont, père de l'Europe culturelle, et de Maurice Duverger, surnommé le « pape » des Sciences Politiques. Il a travaillé avec Jacques Delors, fut professeur puis conseiller de José Manuel Barroso (tous deux présidents de la Commission dans le passé), et continue d'entretenir une amitié personnelle avec Michel Barnier. De surcroît, il correspond aussi avec le Président français Emmanuel Macron, qui à son avis porte les espoirs de l'Union européenne.

De tout cela, on comprendra que Dusan Sidjanski ne sera pas particulièrement attristé lorsque Angela Merkel quittera le paysage politique. « *Elle a un talent politique, pour sûr, mais elle ne s'y connaît pas en économie — elle était physicienne.* » Lui-même considère comme une épine la position adoptée il fut un temps par la chancelière allemande vis-à-vis de son mentor politique Helmut Kohl.

Dans tous les cas, son regard sur l'avenir de l'Europe se veut résolument optimiste : « Le choix des nouvelles personnalités est ce qui peut arriver de mieux. *Elles sont connues, compétentes, elles sont profondément pro-européennes.* » Il est question ici d'Ursula von der Leyen et de Christine Lagarde, mais aussi de Michel Barnier, actuel négociateur de l'UE pour le Brexit, ainsi que l'ancien Premier ministre belge Charles Michel.

Sidjanski compte beaucoup sur l'unification politique de l'Europe — « *c'est là son plus important pari.* » Et il ne veut même pas entendre parler de la perspective d'intégrer la Turquie à la construction européenne.

« *C'est le déficit politique de l'Europe, dans la phase actuelle, qui l'empêche de prendre des décisions cruciales. Aucun problème majeur, comme celui de l'immigration et du terrorisme, de la sécurité et de la défense, n'est "prévu" par un Traité européen. Comment élaborer alors une stratégie ?* » se demande-t-il.

« *Il y a toutefois un point intéressant dans le Traité de Lisbonne, qui pourrait être exploité : celui qui se réfère à la coopération renforcée (enhanced cooperation) entre les Etats-membres de l'UE — exactement comme cela a lieu sur l'axe de l'euro. Je le souligne, tous les grands problèmes que nous avons en ce moment sont hors Traité, car purement politiques. Nous devons, à 9-10 Etats, créer un noyau fédérateur dynamique, un cadre susceptible d'attirer, et qui — avec courage — configurera le terrain pour les décisions politiques nécessaires.* »



Photo © Maro Kouri / Protagon

La solidité de sa position vis-à-vis des affaires européennes ne semble être entourée que par sa préoccupation pour des questions de démocratie. *« Assurément tout le monde ne pense pas comme nous — des sociétés différentes, des économies différentes, d'autres niveaux de démocratie. En Croatie, jusqu'à hier, le ministre de la Culture était néo-nazi. Il se passe des choses terribles avec la Ligue en Italie, avec l'AfD en Allemagne et l'Aube dorée en Grèce. Le nationalisme, le fascisme, le populisme sont des fantômes engendrés par la crise et l'austérité fait le lit des extrémismes. Et la crise est partie de l'Amérique, pas de l'Europe, où elle a duré 2 ans contre 10 en Europe ! »*

Quoi qu'il en soit, il conseille de *« garder l'esprit à l'euro — nous devons le préserver, pensez qu'il concerne un quart des sociétés au plan international. S'il meurt, ce sera le chaos mondial. »*

Et le rapport particulier Orient-Occident sur le sol européen ? Quelle est son opinion sur la coexistence des religions, dont il est si souvent question ?

« Je crois aux niveaux multiples, mais avec des autonomies, et non pas à un Etat central. C'est pour cela que je suis fédéraliste. La diversité sur un fond commun, c'est là l'essence de l'Europe. Comment chrétiens et musulmans ont-ils pu vivre en harmonie tant d'années dans l'ex-Yougoslavie ? Je ne me souviens pas, enfant, avoir jamais songé à une séparation... »

Les souvenirs affluent et le submergent, il revoit Dusan adolescent, à quatorze ans, pleurer devant les atrocités de la guerre et à l'entrée des troupes allemandes

et italiennes – celles-ci devant l’avancée des forces grecques en Albanie – dans Dubrovnik, dernière étape de l’occupation de la Yougoslavie et de l’annexion de la Dalmatie à l’Italie, chantée par d’Annunzio. Il se rappelle comment il est passé de son pays en Italie, et de là en Suisse. Si le projet initial de son père était de fuir vers les États-Unis, la vie en a décidé autrement :

« Nous voyagions en train, et en arrivant à Milan avec nos valises à la main, ce fut le choc : le lieu était rempli de fascistes, vêtus de noir, et de SS. Nous étions terrorisés, car un membre de la famille, le mari de ma tante, non seulement était juif, mais son visage à lui seul avait tout d’une caricature juive... Nous avons eu une chance inouïe : personne ne nous a arrêtés, personne ne nous a rien demandé. On était sauvés. »

La Suisse lui a souri et l’a accueilli — il continue d’ailleurs de faire du ski dans les montagnes du pays. Ce fut lui qui fonda le Département de Science Politique à l’Université de Genève, et il eut pour étudiante Marguerite Latsis, fille de la grande famille bien connue, à laquelle il doit ses relations avec toute la famille Latsis. C’est au Capitaine John Latsis, sur proposition de son fils Spiro Latsis, que revient la création des Prix du même nom depuis la décennie de 1980¹.

Sidjanski, avec le privilège d’un kaléidoscope si riche en expériences et impressions, a une opinion bien établie, mais sans œillères, sans stéréotypes, sans obsessions. Il le prouve tout au long de la discussion dans les jugements qu’il formule à propos de personnes et de situations autour de l’Europe. Et il surprend, en se référant à l’ancien ministre des Finances, actuel secrétaire du MéRA 25 et député : *« Varoufakis, je ne peux pas l’encadrer, mais je dois avouer que ce qu’il écrit dans son livre « Conversations entre adultes » est extrêmement intéressant »*.

Source: Protagon.gr

Ce texte a été complété par Dusan Sidjanski

¹ Les Prix Latsis universitaires, d’un montant de 25’000 CHF chacun, sont destinés à des jeunes chercheurs de quatre grandes universités suisses, et le Prix National, de 100’000 CHF, à des chercheurs universitaires de moins de quarante ans.